

Informations de base

2025/2148(DEC)

DEC - Procédure de décharge

Décharge 2024: Budget général de l'UE - Cour de justice de l'Union européenne

Subject

8.70.03.14 Décharge 2024




Procédure terminée, en attente de publication au Journal officiel

Acteurs principaux


Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	CONT Contrôle budgétaire		TRIDICO Pasquale (The Left)	18/09/2025
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	AFET Affaires étrangères		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	SEDE Sécurité et défense		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	DEVE Développement		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	INTA Commerce international		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	BUDG Budgets		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	ECON Affaires économiques et monétaires		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	EMPL Emploi et affaires sociales		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
ENVI Environnement, climat et sécurité alimentaire		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		

	SANT Santé publique	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	ITRE Industrie, recherche et énergie	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	TRAN Transports et tourisme	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	REGI Développement régional	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	AGRI Agriculture et développement rural	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	PECH Pêche	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	CULT Culture et éducation	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	JURI Affaires juridiques	KYUCHYUK Ilhan (Renew)	03/12/2025
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	AFCO Affaires constitutionnelles	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	FEMM Droits de la femme et égalité des genres	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Budget	SERAFIN Piotr	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
		COM(2025)0359	

25/06/2025	Publication du document de base non-législatif		
09/09/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
02/03/2026	Vote en commission		
12/03/2026	Dépôt du rapport de la commission	A10-0055/2026	
28/04/2026	Débat en plénière		
29/04/2026	Décision du Parlement	T10-0128/2026	Résumé
29/04/2026	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/2148(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
État de la procédure	Procédure terminée, en attente de publication au Journal officiel
Dossier de la commission	CONT/10/03413

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE778.060	16/12/2025	
Amendements déposés en commission		PE784.145	28/01/2026	
Avis de la commission	JURI	PE781.390	09/02/2026	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A10-0055/2026	12/03/2026	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0128/2026	29/04/2026	Résumé
Conseil de l'Union				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base non législatif complémentaire	05749/2026	17/02/2026		
Commission Européenne				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base non législatif	COM(2025)0359 	25/06/2025		

Informations complémentaires		
Source	Document	Date

Décharge 2024: Budget général de l'UE - Cour de justice de l'Union européenne

2025/2148(DEC) - 29/04/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé de **donner décharge** au greffier de la Cour de justice sur l'exécution du budget de la Cour de justice de l'Union européenne pour l'exercice 2024.

Dans sa résolution, adoptée par 526 voix pour, 79 contre et 47 abstentions, le Parlement a formulé les observations suivantes:

Gestion budgétaire et financière

Le budget alloué à la CJUE en 2024 s'élevait à **503.837.531 euros**, soit une augmentation de 3,66% par rapport à 2023. Cette hausse était principalement liée aux ajustements de salaires prévus pour 2024. Le taux d'exécution provisoire global du budget à fin 2024 était de **97,72%**. Le budget de fonctionnement des membres et du personnel de la CJUE a diminué pour la deuxième année consécutive, passant de 638.000 euros en 2023 à 616.000 euros en 2024, soit une baisse d'environ 3,44 %.

Gestion interne, performance et contrôle interne

Un accord politique avec le Parlement et le Conseil a été conclu fin 2023 en vue de la modification du statut de la CJUE et dans le but d'améliorer le fonctionnement de la CJUE face à une augmentation constante du nombre d'affaires et de la complexité et de la nature sensible des questions soulevées.

Autres observations

Le Parlement a noté que :

- **920 nouvelles affaires** ont été soumises à la Cour de justice en 2024 (contre 821 en 2023), dont 62,30% étaient des demandes de décision préjudicielle et 277 des pourvois contre des arrêts du Tribunal. Le Tribunal a enregistré une forte baisse du nombre de nouvelles affaires, passant de 1.271 en 2023 à 786 en 2024;
- la Cour de justice a clôturé 863 affaires en 2024, contre 783 en 2023, et le Tribunal en a clôturé 922 en 2024, contre 904 en 2023;
- la **durée moyenne des procédures** pour les affaires closes par la Cour de justice était de 17,7 mois en 2024 contre 16,1 mois en 2023. Cela s'explique par la complexité et le volume de certains dossiers;
- le **taux d'occupation du personnel** a légèrement diminué, passant de 97,11% en 2023 à 96,70% en 2024, et le taux de rotation annuel du personnel a diminué, passant de 6,54% en 2023 à 6,32% en 2024, 41% des départs du personnel étant liés à la retraite;
- la **composition par sexe** de la Cour de justice et du Tribunal reste très déséquilibrée;
- le **nouveau code de conduite** des fonctionnaires et autres agents de la CJUE a été adopté en mars 2024. Il comprend des dispositions relatives aux conflits d'intérêts, au devoir de loyauté, au devoir de confidentialité et de discrétion, aux activités extérieures, aux activités professionnelles après la cessation des fonctions et aux publications, ainsi qu'à la lutte contre le harcèlement;
- en 2024, par rapport à 2023, les dépenses budgétaires ont diminué de 9% pour les projets informatiques et de 69% pour les projets de cybersécurité, tandis qu'elles ont augmenté de 16% pour les équipements informatiques et de 2% pour les services, licences et équipements de cybersécurité;
- les **économies budgétaires** réalisées grâce à la coopération avec d'autres institutions et notamment aux applications partagées et aux services d'hébergement fondés sur des accords de niveau de service avec la Commission ainsi qu'à la participation à des procédures d'achat interinstitutionnelles, qui ont permis à la CJUE d'optimiser ses coûts et ses ressources.